

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLORES JEREMY

1220 ROUTE DE GOUDAIL
47220 Astaffort

Références : OD/Ubd24-47/2026/10
Code AIOT : 0100287553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement FLORES JEREMY implanté 1220 ROUTE DE GOUDAIL 47220 Astaffort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement GARAGE FLORES implanté 1220 route de goudail 47220 Astaffort.

L'inspection est réalisée dans le cadre d'un contrôle territoire propre. Elle s'effectue avec d'autres services de l'État.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLORES JEREMY
- 1220 ROUTE DE GOUDAIL 47220 Astaffort

- Code AIOT : 0100287553
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site se situe sur la commune d'Astaffort en bordure d'une petite route dans un environnement rural et agricole. Pas de maison à proximité immédiate. Le site comprend une maison et le local de l'entreprise de garage.

L'ensemble du terrain section WE n°43 d'environ 1,48 ha supporte un stockage de pièces mécaniques de voitures, des voitures et autres déchets métalliques ainsi que les voitures en attente de réparation dévolu au garage. Un stockage d'amiante a été déversé sur le sol pour renforcer l'assise du site. L'amiante est libre.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un ruisseau borde le site dans sa partie inférieure, il ne semble pas atteint par une pollution le jour de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Présence d'une ICPE	Code de l'environnement du 08/07/2025, article L511-1	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 08/07/2025, article L511-2	Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
3	Prévention et gestion des déchets	Code de l'environnement du 08/07/2025, article L541-22	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est un garage, mais également une ICPE illégale de gestion de déchets de métaux et véhicules hors d'usage (VHU).

Il est proposé une mise en demeure à Monsieur le préfet dans le but que l'exploitant régularise sa situation administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2025, article L511-1
Thème(s) : Situation administrative, gestions de déchets
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre (ICPE) les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Il est constaté sur le site un stockage de déchets d'amiante à même le sol, de pièces mécaniques de voitures graisseuses ou non, de véhicules hors d'usage, pneus, plastiques de véhicules, moteurs qui font entrer dans le champs de l'article L511-1 du code de l'environnement les activités constatées, sans que l'exploitant soit titulaire d'une autorisation d'exploiter au titre des ICPE. L'ensemble est stocké en extérieur sans précaution.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra se positionner pour une régularisation administrative de son site. Il est proposé une mise en demeure à Monsieur le préfet dans le but que l'exploitant se positionne sur une régularisation administrative sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2025, article L511-2
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des installations classées
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : L'ensemble des déchets de métaux, répartis sur l'ensemble du site, représente une surface supérieure à 100 m ² et inférieur à 1 000 m ² , l'ensemble des véhicules hors d'usage représente une surface supérieure à 100 m ² et la quantité de déchets dangereux tels que l'amiante, les pièces

<p>graisseuses et autres déchets souillés d'huile et/ou hydrocarbures est supérieure à 1 tonne.</p> <p>Le site est ainsi soumis au régime de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la déclaration pour la rubrique 2713-2 "<i>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (...)</i>", - l'enregistrement pour la rubrique 2712-1 "<i>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage (...)</i>", - de l'autorisation pour la rubrique 2718-1 "<i>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (...)</i>"
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra régulariser sa situation administrative (dépôt d'un dossier de régularisation ou cessation des différentes activités illégales) sous 3 mois.</p> <p>Dans l'attente de sa régularisation aucun déchet de métaux ou véhicules hors d'usages (VHU) ou pièces de VHU ne devront être reçus sur le site à titre de mesures conservatoires dans le délai demandé.</p> <p>En complément, compte-tenu d'un risque de pollution des milieux, les pièces graisseuses ou déchets (VHU) susceptibles de porter atteinte au sol et au sous-sol devront être évacués dans une filière autorisée à les recevoir.</p> <p>Les déchets d'amiante libre devront être recouverts dans le délai demandé pour éviter les envois, avant d'être éliminés dans une filière autorisée à les recevoir. Cette manipulation devra être réalisée avec toutes les précautions d'usages à cette opération pour la protection des travailleurs et de la santé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Prévention et gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2025, article L541-22</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, installations de traitement de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour certaines des catégories de déchets précisées par décret, l'administration fixe, sur tout ou partie du territoire national, les conditions d'exercice de l'activité de gestion des déchets.</p> <p>Ces mêmes catégories de déchets ne peuvent être traitées que dans les installations pour lesquelles l'exploitant est titulaire d'un agrément de l'administration. Elles cessent de pouvoir être traitées dans les installations existantes pour lesquelles cet agrément n'a pas été accordé à la date d'entrée en vigueur fixée par le décret prévu au précédent alinéa.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant récupère des pièces automobiles en vue de leur vente nue. L'exploitant n'est pas titulaire de l'agrément nécessaire aux centres VHU pour exercer cette opération.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Il est proposé une mise en demeure à Monsieur le préfet dans le but que l'exploitant régularise sa situation administrative sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois